BRÉSIL - Des acteurs sociaux s'expriment sur la crise politique en cours

Patrick Piro, CCFD-Terre solidaire

lundi 13 juin 2016, mis en ligne par Dial

25 mai 2016 - CCFD-Terre solidaire - *Les acteurs sociaux brésiliens – dont les partenaires du CCFD-Terre Solidaire – sont très alarmés par la régression radicale des politiques publiques amorcées dès l'arrivée au pouvoir de Michel Temer, à la faveur d'un processus de destitution qui éloigne Dilma Roussef de la présidence au moins jusqu'à l'automne.*

En un jour, un saut de trente ans en arrière, ont dénoncé les mouvements sociaux brésiliens. Car le nouveau président de la République Michel Temer, ex-vice-président et allié de Dilma Roussef – écartée du pouvoir depuis le 10 mai 2016 en raison du processus de destitution – n'a pas perdu de temps.

Pour premier acte hautement symbolique, Temer (PMDB, centre-droit) a rayé d'un coup de plume le **ministère de la Culture**, intégré au ministère de l'Éducation [1]. Le **portefeuille du Développement agraire** disparaît également, geste particulièrement fort : ce ministère, contrepoids d'un ministère de l'Agriculture allié aux multinationales [2], était en charge de la très emblématique réforme agraire, qui ne progresse qu'à vitesse de tortue depuis trois décennies. Le **ministère des Femmes, de l'égalité raciale et des droits humains** passe sous la coupe de la Justice, dans les mains de l'avocat Alexandre de Moraes, connu pour sa proximité avec les milieux les plus conservateurs. Disparaît également le **Contrôle général de l'Union**, organe créé pour lutter contre la corruption !

Autre régression, soulignent les militants sociaux : **le gouvernement Temer est composé exclusivement d'hommes blancs**. Et alors que les élus qui ont adhéré au processus de destitution de Dilma Roussef ne juraient que par l'éradication de la corruption, **Temer lui-même ainsi qu'un tiers des nouveaux ministres sont impliqués dans l'énorme scandale de pots-de-vin « *Lava jato* »** concernant le groupe pétrolier Petrobrás.

Vives inquiétudes des acteurs sociaux

En première ligne de toutes les avancées sociales et environnementales depuis le retour de la démocratie en 1985, les associations et mouvements s'alarment : « La réélection de Dilma Roussef, en 2014, s'est déroulée dans un climat politique très tendu. Nous assistons depuis à une radicalisation époustouflante des débats politiques, qui s'est traduite par une ingouvernabilité croissante du pays », relève Xavier Plassat, à la Commission pastorale de la Terre (CPT) partenaire du CCFD-Terre Solidaire, très impliquée dans la lutte contre le travail esclave. « Nous avons vu monter une vision rétrograde sous l'influence d'un Congrès particulièrement réactionnaire », dénonce Letícia Tura, directrice du bureau de la Fase [3] à Rio, réseau travaillant dans l'éducation sociale.

De fait, l'étroitesse de la majorité politique de Dilma Roussef a suscité des compromis de plus en plus favorables à des **lois libérales ou restrictives des libertés**. « Temer a annoncé la couleur depuis qu'il a lâché Dilma, souligne Roberto Malvezzi, conseiller à la CPT. **Au nom de l'austérité économique, les politiques sociales sont les premières visées** : le salaire minimum sera gelé, il ne servira plus de référence pour le calcul des aides sociales — ce qui prépare leur réduction — et le nombre des personnes bénéficiaires de la Bourse famille [4] va diminuer. »

De nombreux textes à la teneur très préoccupante sont actuellement dans les tuyaux au Congrès, qui va

désormais accélérer leur adoption, redoute Léticia Tura : **recul des droits des minorités sexuelles, ethniques et de la famille, démantèlement progressif des droits travaillistes, etc.** « Il faut s'attendre à un vaste programme d'ouverture de tous les services publics à la concurrence, la privatisation de Petrobrás, entreprise publique, et l'ouverture aux multinationales de l'exploitation des ressources pétrolières du pays, précise Rafael Soriano, conseiller au Mouvement des « sans-terre », soutenu par le CCFD-Terre Solidaire. La perspective, c'est la progression d'une politique d'ajustement au détriment des budgets de l'éducation, de la santé, des bourses sociales. » Également menacée, indique Xavier Plassat, la lutte contre le travail esclave, qui entrave notamment les intérêts de grands opérateurs agroalimentaires.

Montée du niveau de violence politique

Début avril 2016, des locaux du Parti des travailleurs (PT) ont été incendiés dans plusieurs localités, et **deux « sans-terre » ont été assassinés** dans l'assaut par la police militaire d'une terre occupée par le Mouvement des « sans-terre » dans l'État du Paraná. Conjointement, les acteurs sociaux redoutent la montée de la répression. « Le pouvoir judiciaire recule dans ces moments de fragilité démocratique, notamment quand les médias dominants, comme au Brésil, légitiment le recours à la force », analyse Léticia Tura.

La criminalisation de la contestation n'a pas attendu le processus de destitution : « La loi anti-terrorisme adoptée début 2016, qui restreint le droit de manifester, est liberticide et clairement anti-démocratique », affirme Rosenilda Nunes Padilha coordinatrice de la branche « Amazone occidentale » du Conseil indigéniste missionnaire (Cimi), que soutient le CCFD-Terre Solidaire.

Le Mouvement des « sans-terre » redoute l'escalade. « Quelle sera la prochaine rupture institutionnelle ? La fin de l'habeas corpus ? » s'interroge Rafael Soriano, qui rapporte que **des commandants militaires ont proposé, dans plusieurs États, de mettre leurs troupes à disposition pour réprimer les mobilisations qui contesteraient la destitution de Dilma Roussef.** « À ce coup d'État s'ajouterait une dimension militaire, répétition de tragédies passées. » D'autant plus que l'expression réactionnaire s'exprime aussi en clair au cœur de la société. « Des manifestations appellent au coup d'État militaire comme solution à la crise, comme en 1964 avec le début de la dictature ! », s'alarme Léticia Tura.

Les acteurs associatifs ne sont cependant pas dupes. **S'ils saluent pour la plupart les indéniables avancées de 14 ans de pouvoir PT, ils n'en font pas la victime innocente du « coup d'État constitutionnel »** qui éloigne Dilma Roussef probablement jusqu'au mois de septembre, le temps d'une enquête sur les « fautes » qui lui sont reprochées avant un vote du Sénat qui validerait définitivement sa destitution — ou non.

Concernant le dossier très sensible des minorités indiennes, des communautés traditionnelles et des descendants d'esclaves noirs, le Cimi met sans hésitation le PT dans le même sac que le PSDB, son principal opposant politique. « Comme ses prédécesseurs, il a fait alliance en milieu rural avec les secteurs les plus conservateurs et les plus anti-démocratiques qui soient ! sanctionne Rosenilda Nunes Padilha. Kátia Abreu, ministre de l'Agriculture de Dilma, était l'une des représentantes de ce sérail. »

Un projet progressiste à reconstruire

« Le processus de destitution, porté par des forces puissantes, nous a donné le sentiment que le projet progressiste était mis en échec, constate Léticia Tura. « Nous ne sommes plus aux beaux jours de cette société civile motrice qui portait les forums sociaux mondiaux avec une belle unité, explique Xavier Plassat. Les espaces de collaboration entre nos organisations ont presque tous disparu. » **Dépolitisation consécutive à l'installation de la gauche au pouvoir, militants aspirés par les exécutifs, trop grande proximité avec les intérêts politiques, les explications ne manquent pas**. « Au-delà de l'organisation de la résistance, il faudra digérer cette période. »

Ainsi, le processus de destitution a-t-il suscité la création du Frente Brasil popular (Front Brésil populaire)

et de Povo sem medo (Peuple sans peur), mais il ne s'agit encore que de fronts de la société civile pour défendre la démocratie et les conquêtes sociales — objectifs consensuels — pas encore de plateformes programmatiques pour demain.

« Reconstruire, cela signifiera interroger sincèrement le modèle de développement porté par cette gauche au pouvoir, lance Léticia Tura. Nous, société civile, n'avons qu'insuffisamment questionné le productivisme, par exemple. »

De grands chantiers sont loin d'être achevés — comme la réforme agraire — voire en totale jachère — modèle énergétique, diversification des médias [5], réforme politique, fiscale et judiciaire. Particulièrement déçu par les années PT, le Cimi renvoie les malheurs de Dilma Roussef à une simple bataille pour le pouvoir entre frères ennemis politiques. « Notre modèle de démocratie revendique le respect des nations et des cultures qui composent la population, le rejet de la financiarisation de la nature, une éthique des biens communs sans finalité consumériste, l'abandon de ce clientélisme politique qui négocie l'octroi de droits en échange d'un soutien à ceux qui sont au pouvoir pour leur permettre d'y rester. » On peut difficilement être plus clair.

---

http://ccfd-terresolidaire.org/infos/paix-et-conflits/bresil-en-pleine-crise-5529

Notes

[1] Décision si fortement contestée que Temer a annoncé faire marche arrière.

[2] Le nouveau titulaire est Blairo Maggi, le « roi du soja », l'un des barons d'une l'agro-industrie brésilienne pro-OGM et pro-déforestation.

[3] Autre partenaire du CCFD-Terre Solidaire.

[4] L'une des réussites incontestables des gouvernements PT, qui a permis à 11 millions de familles de s'extraire de la pauvreté et de la faim.

[5] Dont les plus importants sont monopolisés par une poignée de riches familles.